

POLICY BRIEF

Juillet 2017

Marc-Olivier Padis, Giuliano da Empoli et Dominic Schwickert¹

Comment combattre le populisme en Europe?

Leçons d'Allemagne, de France et d'Italie

La victoire d'Emmanuel Macron a beau avoir brisé la vague populiste pour le moment, elle ne fait que limiter les effets du double tremblement de terre des votes Brexit et Trump. Les progressistes et les démocrates restent sur la défensive en Europe et dans le monde. Cette note vise d'abord à éclairer les sources du populisme d'extrême-droite, en particulier en Allemagne, en France et en Italie. Elle formule ensuite des propositions de stratégies politiques pour répondre à cette menace globale. Nous défendons l'idée qu'il existe bel et bien des moyens de regagner du terrain sur les populistes si nous sommes capables de renouveler le discours et les pratiques politiques, de susciter plus d'enthousiasme démocratique, de développer un récit positif du changement, de parler plus directement aux électeurs et d'intensifier les échanges transnationaux.

Quelques mots de définition

Le populisme constitue-t-il une idéologie à part entière, dont on peut répertorier les idées au sein d'un corpus doctrinal, ou plutôt une stratégie politique adaptable à différents contextes par des partis de tous bords ? Responsables politiques, journalistes et chercheurs ne s'accordent pas sur une définition du populisme. Dans cette étude, nous suivrons la proposition de Cas Mudde, selon lequel le populisme se définit précisément dans l'entre-deux, c'est-à-dire qu'il est une «idéologie faible» dont le noyau est compatible avec une multiplicité de positions

politiques². Ce noyau se caractérise par la prétention d'être l'authentique, et le seul, représentant du Peuple. Il s'incarne par conséquent, dans une forme d'opposition entre le Peuple et l'establishment politique, identifié à un club d'élites déconsidérées.

Dans la mesure où cette étude examine trois types très différents de partis et de mouvements populistes, nous nous en tiendrons là en ce qui concerne les définitions. De ce fait, notre approche du populisme est assez large et ne peut pas prendre en compte d'intéressantes contributions récentes au débat, comme par exemple celle de Frank Decker, consacrée au "nouveau

1. Les auteurs remercient vivement Thierry Pech, Tobias Dürr, Sven Altenburger, Benyamin Abdülhay, Andreas Audretsch, Claire Caruth, Jérémie Gagné, Philipp Sälhoff, Maria Skóra pour leur relecture, ainsi que tous les autres intervenants qui ont contribué à la mise en forme et à la présentation finale de ce texte, trop nombreux pour être cités ici.

2. Mudde, Cas. 2004. 'The Populist Zeitgeist'. *Government and Opposition*, Vol. 39(4), pp. 542-544.

populisme de droite”³. De même, le travail récent de Jan-Werner Mueller, qui montre que la prétention exclusive à représenter le Peuple authentique conduit à un rejet du pluralisme démocratique, ce qui constitue le deuxième trait essentiel pour définir le populisme, ne peut pas être entièrement suivi ici, comme on le verra dans la partie consacrée à l’Italie.⁴ La critique de l’establishment constitue bien sûr une stratégie présente dans tous les courants politiques pour valoriser leur propre originalité. Mais elle ne conduit pas toujours à prétendre, comme c’est le cas dans la rhétorique populiste, qu’on est le seul légitime à parler au nom du Peuple. Lors de la récente élection présidentielle française, presque tous les candidats, y compris Emmanuel Macron, se sont présentés comme extérieurs au « système ». Mais on peut faire la distinction entre le fait de vouloir rivaliser avec les anciens partis dans le cadre de la compétition électorale, ce qui permet légitimement de rouvrir le débat politique, et une violente critique du « système » afin de se présenter comme une victime des « élites » ou, pire, d’une sorte de complot. Il existe aussi une grande différence entre la critique des élites (qu’elle soit justifiée ou non) et la prétention à une représentation exclusive du Peuple, lequel est souvent défini de manière homogène en excluant certaines composantes de l’électorat.

Comment expliquer la montée du populisme d’extrême-droite?

Les deux années qui viennent de s’écouler ont incontestablement été les plus fastes pour le populisme d’extrême-droite en Europe depuis l’après-guerre. Nous vivons donc un moment historique, au sens où il pourrait être considéré à l’avenir comme le moment déterminant pour le combat entre la démocratie libérale et ses adversaires. C’est pourquoi, aussi importantes que soient les échéances électorales allemandes et italiennes à l’automne prochain, nous devons considérer le populisme comme un phénomène de longue durée, qui s’est affirmé il y a déjà une vingtaine d’années et qui

est appelé à durer. La vague populiste ne s’est pas abattue sur l’Europe après la crise financière de 2008 et elle ne se retirera pas d’elle-même à la faveur de l’embellie économique qui s’annonce. Aucune explication univoque ne permet de rendre compte de ce mouvement politique de fond. Il apparaît cependant clairement indissociable d’une part de la montée des inégalités et d’autre part d’un mouvement de contre-révolution culturelle qui traversent nos pays.

A travers le continent, les difficultés économiques s’accumulent : croissance des inégalités, stagnation des salaires, affaiblissement de la solidarité, concurrence fiscale et précarité des emplois. La montée de l’insécurité économique favorise le populisme, qui s’appuie sur la peur de l’avenir. Celle-ci touche une part croissante des classes moyennes aussi bien que les plus catégories les plus fragiles. Les analyses électorales montrent dans le cas de la France, que le Front national recueille plus de voix dans les zones où les inégalités sociales sont les plus fortes.

“Les stéréotypes associant le populisme aux électeurs les plus pauvres et les moins diplômés ne sont pas seulement simplistes - ils ne peuvent qu’aggraver les antagonismes sociaux”

La fracture sociale qui s’élargit entre les classes populaires et les classes moyennes met en cause les alliances politiques qui s’étaient nouées dans les années de croissance d’après-guerre autour d’un projet social-démocrate, ce qui alimente la rhétorique typiquement populiste du « Nous contre Eux ». Dans la période récente, un facteur déclencheur de la vague populiste dans plusieurs pays du Sud de l’Europe vient de la gestion européenne de la crise des dettes souveraines et de la stratégie économique partielle défendue par une série de pays, y compris l’Allemagne dirigée par Angela Merkel et Wolfgang Schäuble. L’attachement presque fétichiste aux politiques d’austérité rigides, le manque de solidarité européenne et, peut-être plus que tout, le manque d’une véritable initiative pour la croissance européenne ont amplifié les injustices économiques et apporté de l’eau au moulin des populistes

3. Decker, Frank. 2006. ‘Die populistische Herausforderung. Theoretische und ländervergleichende Perspektiven’, in: Frank Decker (ed). Populismus: Gefahr für die Demokratie oder nützliches Korrektiv? Wiesbaden, p. 12.

4. Müller, Jan-Werner. 2016. ‘Was ist Populismus?’ Ein Essay. Frankfurt, p. 19., traduction française, Qu’est-ce que le populisme ? Définir enfin la menace, Paris, Premier Parallèle, 2016.

anti-européens. Néanmoins, les succès populistes en Europe du Nord montrent les limites de cette explication. Aussi dramatiques qu'aient été les conséquences de l'austérité européenne, elles n'expliquent pas à elles seules la force du populisme. Celui-ci s'appuie en effet également sur la contre-révolution conservatrice qui a commencé à s'affirmer dans les années 1970, remettant en cause les valeurs progressistes. Comme le disent Inglehart et Norris : «L'adhésion au populisme peut s'expliquer avant tout comme un phénomène de psychologie sociale, une réaction nostalgique d'une population vieillissante, à la recherche d'un rempart contre la lente transformation des valeurs, la «révolution silencieuse» qui a transformé les sociétés occidentales dans la deuxième moitié du vingtième siècle».⁶

Pourtant, il serait erroné de rejeter la responsabilité des succès électoraux de l'extrême-droite sur les électeurs âgés. Dans les cas allemand et français, par exemple, les populistes recueillent des soutiens dans toutes les classes d'âge, y compris auprès des électeurs les plus jeunes.⁵ En réalité, les analyses politiques et médiatiques se contentent souvent d'un profil de l'électeur d'extrême-droite très caricatural, celui d'un électeur masculin, âgé et peu diplômé. Aucune de ces caractéristiques ne suffit, à elle seule, à décrire l'électorat tenté par le populisme. Il faut en effet tenir compte des différents contextes, comme nous allons le voir avec les analyses par pays. En tout état de cause, les stéréotypes associant le populisme à l'électorat le plus défavorisé et le moins éduqué ne sont pas seulement simplistes et stigmatisants. Ces stéréotypes posent aussi un problème de stratégie électorale aux progressistes dans la mesure où ils ne peuvent qu'aggraver les antagonismes sociaux.

1e partie: le populisme en Allemagne, en France et en Italie

LE POPULISME EN FRANCE

La France est confrontée à la montée du Front national depuis le milieu des années 1980, quand les stratégies de relance économiques sont apparues de plus en plus impuissantes à remettre le pays sur la voie de la prospérité. Le chômage, la faible croissance, les délocalisations ont alimenté un sentiment de fatalité et de désenchantement politique. Le Front national a ainsi prospéré, en particulier auprès des électeurs de la classe ouvrière, à mesure que la situation économique se dégradait. Pourtant, tous les électeurs d'extrême-droite ne sont pas les laissés-pour-compte de la mondialisation, loin de là. Mais de nombreux ménages de la classe moyenne sont marqués par la peur du déclin économique, le ralentissement de la mobilité et de la promotion sociales, sinon pour eux-mêmes, du moins pour leurs enfants. Le Front national gagne de l'influence à mesure que les injustices s'accroissent. La polarisation de la société renforce la crainte de voir les enfants bénéficier d'un sort moins favorable que leurs parents. L'inégalité des chances accroît le sentiment d'injustice des classes moyennes et assombrit leur vision de l'avenir.

Une majorité d'électeurs, y compris parmi ceux qui lui ont donné leur voix, ne font pas confiance au programme économique du Front national. Ce point faible de la crédibilité de Marine Le Pen a été clairement mis en avant par Emmanuel Macron lors du débat de l'entre-deux tours, ce qui s'est révélé fatal lors du vote. Pour compenser sa faiblesse sur le terrain économique, le parti alimente les peurs liées à l'immigration et au terrorisme. La diffusion des idées frontistes profite d'un climat de pessimisme historique et d'un retour du combat contre-culturel opposé aux valeurs de la société ouverte.

Cette capacité à spéculer sur les peurs économiques et une forme de repli culturel est difficile à combattre. Les partis politiques établis, de fait, n'ont pas été capables de contrer le développement du Front national depuis le milieu des années 1980. Elles ont néanmoins tenté trois stratégies différentes, qui ont toutes échoué.

5. Inglehart, Ronald F. And Norris, Pippa. 2016. 'Trump, Brexit, and the Rise of Populism: Economic Have-Nots and Cultural Backlash'. HKS Faculty Research Working Paper Series 16-026, p. 13.

6. Tomik, Stefan. 2016. 'Jung, männlich - und enttäuscht'. Frankfurter Allgemeine Zeitung 14/3/2016, <https://tinyurl.com/zw6v4sm> (9/6/2017).

Dans les années 1980, François Mitterrand, non sans machiavelisme, a vu dans l'arrivée du Front national une opportunité pour affaiblir la droite conservatrice. Mais il a dramatiquement sous-estimé le mécontentement des catégories populaires, l'érosion du soutien dont bénéficiaient les socialistes auprès des ouvriers et le déplacement du vote protestataire vers Jean-Marie Le Pen après le recul du Parti communiste. Son successeur, Jacques Chirac avait une autre stratégie, celle du «cordon sanitaire», qui consistait à refuser les contacts politiques avec le Front national afin de le marginaliser. Il pouvait ainsi se prémunir de toute critique contre d'éventuelles tentatives de récupérer les thèmes populistes. Mais cette stratégie de mise en quarantaine échoua également. Elle permit à Jean-Marie Le Pen de se présenter comme le paria du «système», c'est-à-dire comme le seul candidat capable de le changer de l'extérieur. En dénonçant la collusion des grands partis, il a attiré des voix très au-delà des cercles traditionnels de l'extrême-droite. Enfin, Nicolas Sarkozy a gagné l'élection de 2007 grâce à une autre stratégie, consistant à récupérer des thèmes de l'extrême-droite, en particulier sur les questions de sécurité, sur l'immigration, la critique des médias et la mise en cause d'une soi-disant culture de la permissivité. Si ce choix lui permit de gagner une première fois l'élection présidentielle, elle conduisit également à légitimer des propositions considérées jusqu'alors comme extrémistes, ce qui permit à Marine Le Pen de lancer le mouvement de normalisation de son parti. Le slogan du Front national - «préférez l'original à la copie» - était une réplique toute trouvée et a accompagné une montée en force des thèses frontistes dans la société française durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy. Finalement, aucune de ces trois stratégies (instrumentalisation, marginalisation, récupération) ne s'est révélée efficace.

“Cet élargissement de l'électorat est intéressant dans la mesure où il contredit les théories convenues sur le populisme”

Au contraire, la stratégie du Front national a porté ses fruits. Le parti a développé ce qu'il a appelé un mouvement de «dédiabolisation» consistant à tempérer ses

déclarations les plus agressives, masquer les relents antisémites de certains de ses dirigeants et militants, remplacer les attaques xénophobes par la dénonciation de l'islam et l'éloge de la laïcité à la française.

Marine Le Pen a conduit cette stratégie en éloignant son père, en luttant contre les franges les plus traditionnalistes du Front (qui se reconnaissent plus volontiers dans les positions de Marion Maréchal-Le Pen). Elle lui a permis de capter de nouveaux électeurs dans des catégories jusqu'alors hermétiques au discours frontiste : les femmes, les fonctionnaires et les jeunes. La réussite relative de cet élargissement de l'électorat est intéressante dans la mesure où il contredit les théories convenues sur le populisme. Il était en effet largement admis dans l'analyse électorale que les femmes étaient les plus rétives à la rhétorique populiste. Or, Marine Le Pen a pu séduire une part croissante de l'électorat féminin. En outre, l'augmentation du nombre de diplômés parmi les jeunes générations pouvait laisser penser qu'une réduction mécanique des électeurs séduits par le discours populiste serait à l'œuvre. En effet, comme on l'a vu lors des élections présidentielles françaises, aussi bien que lors des élections présidentielles autrichiennes, il existe une forte corrélation entre le faible niveau de diplôme et le vote populiste. Dès lors, la montée en qualification de l'ensemble de la population devrait limiter les tentations populistes. Or, il n'en est rien. Si les générations plus jeunes sont aussi plus diplômées, elles ne sont, pour autant, pas immunisées contre la tentation populiste. Au contraire, les électeurs plus âgés, parmi lesquels on trouve le plus fort pourcentage de non-qualifiés, sont ceux qui résistent mieux au vote extrémiste.

Le Front national est pratiquement devenu un parti «attrape-tout», qui s'adresse à tous les électors et à tous les profils sociologiques. Une part croissante du vote est désormais volatile, c'est-à-dire que les électeurs sont susceptibles de changer de proximité partisane d'un vote à l'autre. De nombreux électeurs se déclarent indifférents à la politique ou ne se reconnaissent plus dans les clivages habituels. Ils ne se déterminent plus en fonction des enjeux sociaux et économiques (qui correspondent le mieux au clivage entre la gauche et la droite) mais, de plus en plus souvent, à partir d'enjeux

culturels, en référence à la tradition (telle qu'ils se la représentent ou qu'ils la réinventent), en fonction d'une peur de disparition de l'identité française ou d'une crise de l'autorité.

“Le Front National cherche une implantation de long terme, qui passe par la promotion d'une nouvelle élite politique issue des élections locales”

Le cœur du programme de Le Pen reste la conviction nationaliste et xénophobe que le pays est menacé par l'Europe et la mondialisation. Cela se traduit par le slogan de la « priorité nationale » en matière d'emploi (mesure rebaptisée « préférence nationale » dans le nouveau programme “dédiabolisé”) c'est-à-dire l'obligation d'embaucher des travailleurs français et l'exclusion des résidents étrangers des programmes sociaux. Marine Le Pen a rompu avec la doctrine économique ultra-libérale que défendait son père et défend désormais le modèle social français et les services publics. Elle développe un projet protectionniste qui signifie, inévitablement, une sortie de l'Euro et de l'Union européenne, ce qui serait un désastre pour la France. Une part importante de ses électeurs reste attachée à l'Union européenne et reste peu convaincue par cet aspect de son programme. C'est la principale raison pour laquelle Marine Le Pen n'a pas été capable de gagner les élections. Sa crédibilité en matière économique s'est effondrée en fin de campagne et son parti est maintenant divisé entre ceux qui veulent maintenir la sortie de l'Euro comme priorité et une part croissante qui demande un changement de stratégie. Ce qui montre que le danger n'est pas passé, puisque le parti a déjà été capable dans le passé d'adapter son programme pour gagner de nouveaux électeurs.

Au delà de l'élection présidentielle, le Front National cherche en effet une implantation de long terme, ce qui passe par la promotion d'une nouvelle élite politique issue des élections locales. Malgré l'échec de Marine Le Pen à l'élection présidentielle, son parti continue à progresser, offrant de nouvelles opportunités de carrière à ses membres et leur donnant la possibilité de peser sur l'agenda politique, tant au niveau local qu'au niveau national. Cela leur donne une influence sur l'ensemble

du débat politique. Mais l'élection présidentielle a également montré que le poids croissant du Front national en France n'a pas empêché l'affirmation d'un choix progressiste : une campagne clairement pro-européenne a mené à la victoire, avec de nouvelles propositions politiques, de nouveaux visages, de nouvelles méthodes de mobilisation et un mouvement participatif ouvert aux idées neuves.

LE POPULISME EN ITALIE

Depuis 25 ans, l'Italie est devenue un laboratoire du populisme. Tandis que les partis traditionnels déclinaient progressivement, de nouvelles forces ont émergé, exploitant un sentiment anti-élite très répandu parmi les électeurs. Ce qui a donné naissance à une grande variété de formes de populismes : populisme régional de la ligue du Nord, populisme justicialiste des juges qui ont créé leur propre parti, populisme ploutocrate et médiatique de Silvio Berlusconi. Plusieurs de ces expériences italiennes ont connu un beau succès à l'exportation, comme le montre l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis, qui présente des analogies remarquables avec l'émergence de Silvio Berlusconi il y a 20 ans. Mais c'est aussi le cas du rôle toujours plus important joué par les affaires judiciaires dans les campagnes électorales à travers l'Europe.

“La force du Mouvement Cinq Etoiles est fondée sur l'association de deux composantes d'égale importance, l'une analogique, l'autre digitale”

Cependant, depuis quelques années, un populisme d'un genre nouveau est apparu en Italie, que les autres démocraties occidentales ne connaissent pas encore. La force du Mouvement Cinq Etoiles (*Movimento 5 Stelle*) est fondée sur l'association de deux composantes d'égale importance, l'une analogique, l'autre digitale, dont la synthèse politique, qui n'a pas de précédent, est extrêmement forte. La composante analogique, représentée par la présence corporelle impétueuse de Beppe Grillo, un humoriste devenu idéologue, donne au mouvement sa chaleur et sa passion. Grillo a lancé ses campagnes contre les élites politiques et économiques italiennes il y a quinze ans en prenant la défense des

petits actionnaires des grands groupes, des victimes des emprunts d'Etat argentins (*Tango Bonds*) ainsi que des jeunes condamnés à des boulots à temps partiel. Quand son audience a commencé à progresser, il s'est mis à organiser de grands meetings dans les jardins publics, d'abord à Bologne puis dans toute l'Italie, lors de ce qu'il a appelé les Jours-V (V pour *Vaffanculo-Days*, c'est-à-dire « Allez vous faire foutre »). En 2009, il a créé le mouvement 5 Etoiles qui a commencé à présenter ses propres candidats aux élections locales. En 2013, le mouvement a connu son point culminant à ce jour, obtenant 25,5% des votes aux élections législatives et faisant entrer 163 de ses membres au parlement. En 2016, grâce à Virginia Raggi et à Chiara Appendino, le mouvement a conquis les mairies de Rome et de Turin.

A première vue, le mouvement 5 Etoiles apparaît comme un mouvement populiste de plus, très classique dans sa manière d'agiter les sentiments anti-establishment et de flatter le rejet de l'Europe et des immigrés, sentiments qui se sont énormément développés dans l'opinion publique italienne dans les années récentes. Derrière cette façade conventionnelle, cependant, s'est installé un dispositif numérique sophistiqué conçu par le co-fondateur du Mouvement, Gianroberto Casaleggio, qui a mené une carrière de consultant en marketing numérique. Le parti n'a pas de siège physique et ne tient aucun meeting régulier en dehors des campagnes menées par Grillo en public. Dans le Mouvement 5 Etoiles, les plateformes numériques ne sont pas seulement un outil de communication, mais elles sont le lieu de formation de l'identité du Mouvement et son seul outil d'organisation. Mais contrairement aux Partis Pirate qui se sont imposés au Nord de l'Europe, l'infrastructure numérique n'est pas présentée en open-source : toute la vie du mouvement est organisée à partir d'une plateforme numérique qui est entièrement contrôlée par un seul groupement privé.

En tant que spécialiste de marketing, le co-fondateur du Mouvement, Gianroberto Casaleggio (qui est décédé au printemps 2016) avait compris très tôt qu'internet allait définitivement changer la donne politique. Il a eu l'intuition qu'un nouveau type de mouvement politique devenait possible : un mouvement orienté, comme jamais auparavant, par les préférences de l'électeur-consommateur. Mais il a aussi compris que

la stratégie numérique était trop froide et trop distante pour donner vie à un vrai mouvement de masse en Italie. C'est pourquoi, il s'est orienté vers une composante analogique appelée Beppe Grillo et a énormément investi en elle. La force et la résilience du Mouvement 5 Etoiles réside dans cette combinaison unique : un populisme traditionnel associé à une plateforme numérique surpuissante.

Les deux caractéristiques les plus remarquables du Mouvement 5 Etoiles viennent de cette configuration particulière. Premièrement, comme les autres mouvements populistes, 5 Etoiles prétend représenter le « Peuple » dans sa totalité et pas seulement viser des segments de la population. A la différence de nombreux autres mouvements populistes cependant, 5 Etoiles défend une complète réorganisation de la vie politique pour parvenir à ses fins. Ses fondateurs ne considèrent pas leur parti comme un instrument destiné à participer au jeu de la représentation démocratique, mais plutôt comme le véhicule chargé de guider l'Italie vers un régime politique d'un nouveau genre. Précisément, ils veulent promouvoir une démocratie directe, dans laquelle les représentants des citoyens disparaissent parce que les citoyens eux-mêmes prennent toutes les décisions par l'intermédiaire d'une consultation permanente en ligne.

“Le moteur du Mouvement 5 Etoiles est la transposition en politique de Google : il saisit les préférences des usagers et leur donne exactement ce qu'ils attendent”

Deuxièmement, en fonction de cette ambition première, le Mouvement 5 Etoiles ne fonctionne pas comme un parti traditionnel mais plutôt comme l'algorithme d'un logiciel. Il ne présente pas vraiment d'orientation politique ni de programme ni de propositions concrètes de réforme mais il opère comme un algorithme programmé pour capter, à un moment donné, ce qui apparaît comme le consensus de l'opinion sur les enjeux prioritaires de l'instant. C'est pourquoi, si l'immigration devient le sujet prioritaire, Grillo s'en empare en adoptant la position la plus populaire, qui est actuellement une position nationaliste aux limites de la

xénophobie. La même méthode prévaut pour tous les sujets touchant à l'Euro, la crise bancaire ou tout autre sujet qui s'impose dans l'actualité. Si l'une de ces vagues d'opinion devait évoluer dans une autre direction, le Mouvement 5 Etoiles changerait tout simplement de position, sans le moindre sentiment de gêne (comme cela s'est déjà vu plusieurs fois).

Le moteur du Mouvement 5 Etoiles est la transposition en politique de Google : il capte les préférences des usagers et leur donne exactement ce qu'ils attendent. De ce point de vue, il représente un défi plus ardu que tout autre mouvement populiste en Europe parce que même s'il exploite le même ressentiment populaire, le Mouvement 5 Etoiles s'est donné une forme beaucoup plus adaptée aux attentes contemporaines que n'importe quel autre parti politique en Europe.

LE POPULISME EN ALLEMAGNE

Ce qui caractérise l'histoire récente du populisme en Allemagne, en comparaison à la France et l'Italie, est le fait que, depuis la Seconde Guerre Mondiale, aucun parti considéré comme populiste n'y a été capable d'obtenir un succès électoral significatif. Mise à part l'émergence de courte durée du parti dit « Républicain » au niveau national et européen à la fin des années 1980, et celle des *Statt Partei* et *Schill Partei* à l'échelle nationale dans les années 1990 et 2000, aucun parti populiste n'est parvenu à atteindre une taille critique. Ceci, bien sûr, en laissant de côté certains éléments de la rhétorique populiste présents à travers les grands partis, surtout pendant les périodes électorales. Il faut également noter que dans certaines régions du pays (les régions de l'Est ou des villes comme Dortmund), on relève un soutien constant, quoique relativement faible, pour les partis Néo-Nazis comme le NPD (*Nationaldemokratische Partei Deutschlands*) et le DVU (*Deutsche Volksunion*).

Cette absence relative du populisme dans les courants centraux de la vie politique a pris fin avec l'émergence sur la scène politique allemande du parti *Alternative für Deutschland* (AfD) à la faveur du débat entourant la crise des dettes de l'Eurozone en 2013. Fondé par le professeur d'économie Bernd Lucke, AfD s'est lancé comme un parti monothématique marqué par l'euro-scepticisme et l'hostilité à l'euro, et s'opposant à la politique du gouvernement d'Angela Merkel dans la gestion de la crise de la zone euro. Lors des élections

législatives de 2013, l'AfD n'a manqué que de peu le seuil électoral de 5% permettant d'entrer au Parlement. Après une série de succès locaux et régionaux et après son entrée au parlement européen en 2014, la popularité de l'AfD a commencé à décliner lentement quand la crise la zone euro a reculé parmi les priorités de l'agenda politique. Au même moment, un débat s'est ouvert au sein du parti pour savoir s'il devait rester concentré sur les questions économiques ou s'il devait aussi s'ouvrir aux enjeux plus sociétaux comme la question de l'immigration. Ce conflit a conduit en 2015 au départ du fondateur du parti, Bernd Lucke avec d'autres qui considéraient que la priorité était la question économique et la monnaie. L'accélération de l'arrivée de réfugiés en Allemagne, dans les suites de la guerre en Syrie, au cours de l'été 2015, a boosté le parti et entraîné un glissement des priorités du parti et de sa rhétorique vers des accents de plus en plus ouvertement nationalistes et xénophobes. Depuis, l'AfD s'est imposé et est crédité dans les sondages de chiffres allant de 6% à 12% des voix, rivalisant avec les plus petits partis comme les Verts, la Gauche et les Libéraux au niveau national. L'AfD a également remporté de bons scores dans des élections régionales dans l'ancienne Allemagne de l'Est (rassemblant par exemple 23 % des voix en Saxe-Anhalt). Une explication de la montée en force de l'AfD est qu'un électorat se trouvait réceptif depuis plusieurs années pour un discours d'extrême-droite mais qu'il n'existait tout simplement pas de parti capable de canaliser ce potentiel dans le cadre du système politique établi. Une autre explication considère que l'AfD a comblé un vide à droite, créé par l'évolution de la CDU qui s'est recentrée et rapprochée des thèses sociales-démocrates, sous la direction d'Angela Merkel.

“L'orientation stratégique de l'AfD est diamétralement opposée à celle du Front national en France : alors que le Front National sous la direction de Marine Le Pen a cherché à imposer une image de modération, l'AfD s'est déplacé vers la droite”

Récemment, une autre ligne de fracture considérable est apparue au sein de l'AfD, à travers des luttes de pouvoir révélant au grand jour une coupure importante entre l'aile radicale, agressivement nationaliste,

et ceux qui souhaitent voir le parti prendre un ton plus modéré afin de l'installer à long terme comme un acteur crédible pour l'exercice du pouvoir. L'aile la plus « rationnelle » du parti entourant Frauke Petry a subi de lourds revers lors du dernier congrès du parti en avril 2017, et c'est le tenant d'une ligne dure, Alexander Gauland, qui s'est imposé et a été désigné comme candidat aux élections législatives, avec Alice Weidel. Reste à voir si l'éloignement entre les deux rives du parti pourrait en fin de compte conduire à la disparition du parti, ce qui ne semble pas le cas pour le moment. L'orientation stratégique de l'AfD est diamétralement opposée à celle du Front national en France : alors que le Front National sous la direction de Marine Le Pen a cherché à imposer une image de modération, en particulier en se séparant des positions antisémites (même si l'antisémitisme a été remplacé par l'islamophobie), l'AfD, qui était à sa naissance moins extrémiste que le Front national, s'est déplacé vers la droite sans intention de modérer sa rhétorique toujours plus extrémiste.

“La différenciation croissante entre le SPD et la CDU peut être considéré comme un résultat positif du succès de l'AfD”

L'influence acquise par l'AfD peut se mesurer sur deux points. Premièrement, on peut dire que le parti a au moins partiellement réussi à déplacer le débat politique vers la droite. La CDU subit une pression pour évoluer de sa position de centre-droit et tendre vers sa droite afin de rattraper des électeurs conservateurs traditionnels qui ont été déroutés par sa modernisation. En même temps, de son côté, le SPD a commencé à s'éloigner de sa position de centre-gauche pour se démarquer de son partenaire de coalition, la CDU. Ce processus de différenciation des deux principaux partis peut être considéré comme une évolution positive dans la mesure où cela pourrait conduire à une meilleure prise en compte et une meilleure représentation d'intérêts divers, avec des offres politiques plus variées. L'AfD a également réussi à imposer ses thèmes dans le débat public, dans la mesure où l'immigration et la sécurité font partie des sujets les plus ardemment débattus au sein de l'opinion en Allemagne.

Une autre question qui se pose au sujet de l'impact de l'AfD sur la vie politique allemande est de savoir quelle serait sa capacité à prendre ses responsabilités au gouvernement. Ici, la réponse est sans ambiguïté : il n'existe aucune perspective réaliste de voir l'AfD entrer dans un gouvernement de coalition, à l'échelle régionale ou nationale, avec aucun des partis actuels. Une des raisons de cette impossibilité est qu'on peut considérer que l'AfD ne souhaite pas gouverner, son rôle étant alors plutôt de rester confiné au rôle de « correctif extérieur » s'opposant à l'action du gouvernement. Le parti est aussi confronté au manque d'expérience du travail parlementaire de ses élus, ce qui se ressent dans l'incapacité du parti à participer, par un travail de qualité, aux délibérations dans un nombre important de parlements régionaux. En outre, pour le moment, aucun parti important ne veut prendre ce risque politique considérable que serait une alliance avec l'AfD.

Néanmoins, le parti a réussi à s'imposer comme le plus populaire dans certaines régions et a conquis des positions solides dans l'ancienne Allemagne de l'Est, avec des résultats qui dépassent 20% des suffrages. En outre, il détenait des sièges dans 11 parlements régionaux et on prévoit qu'il sera présent dans l'ensemble des 16 régions à l'occasion des prochaines élections. Les partis politiques établis font de leur mieux pour empêcher l'AfD de gagner des responsabilités gouvernementales. Dans l'Etat de Saxe-Anhalt, ces partis ont même accepté de nouer des coalitions inédites : la CDU, le SPD et les Verts ont joint leurs forces pour écarter du pouvoir l'AfD qui avait réussi à rassembler 24% des voix. C'est pourquoi, l'impact à terme de l'AfD sera probablement limité, même si les prochains succès du parti dépendent avant tout de l'évolution de la crise des réfugiés en Allemagne qui est actuellement la principale raison de sa progression.

2e partie: Les stratégies politiques de ripostes

Pour combattre les mensonges populistes, la difficulté principale réside dans le fait que les progressistes sont souvent perçus comme de simples défenseurs du statu quo – et, de fait, c’est souvent le rôle qu’ils jouent. Les progressistes et les démocrates se laissent souvent déborder par les attaques violentes qui fusent de toutes parts contre la démocratie libérale mais ils se contentent aussi trop souvent de défendre les acquis démocratiques et libéraux. Comme si régnait parmi les acteurs démocratiques la conviction qu’aucune grande réalisation n’était plus à accomplir. Ce dont nous avons besoin, c’est un enthousiasme démocratique accompagné par un récit positif et ambitieux du progrès politique.

Pour le dire simplement : les progressistes et les démocrates doivent tirer des leçons des succès des populistes ! Donald Trump, Viktor Orban, Nigel Farage, Marine Le Pen et Joroslaw Kaczynski croient tous dans leur capacité à changer la politique et dans la possibilité d’un changement radical. Leur mégalomanie combinée à la violence de leur conceptions politiques est, bien sûr, extrêmement dangereuse. Mais il faut reconnaître qu’ils mobilisent une énergie considérable en faveur du changement politique. Les progressistes ont besoin de davantage de personnes qui se mobilisent, qui se motivent et croient en la possibilité d’accomplir l’impossible, qui osent former l’image d’un avenir désirable, qui diffusent un sentiment d’optimisme et d’idéalisme. Nos sociétés ne peuvent pas se renouveler à partir d’une position défensive. Nous avons besoin de croire en la possibilité du changement. C’est pourquoi, avant tout, les progressistes doivent favoriser une attitude nouvelle qui mette en valeur leurs atouts. Nous devons avoir plus d’enthousiasme pour le débat politique – surtout en ce qui concerne ce qui est bon pour notre société et les changements positifs qui restent à accomplir. La tâche la plus urgente est de donner à voir un futur désirable, attractif et de l’illustrer avec des propositions politiques concrètes. Nous proposons donc ici six mesures concrètes pour parvenir à cet objectif.

COMMENT FAIRE?

1. Retrouver la maîtrise du récit

Par bien des aspects, les populistes ont réussi à s’imposer dans le débat politique et, au moins en partie, à fixer l’agenda politique, par exemple sur l’immigration en France et en Allemagne. Nous ne pouvons pas l’accepter ! Les progressistes doivent développer leur propre récit de l’avenir et trouver une manière positive de donner forme aux choix politiques démocratiques et progressistes en les imposant comme priorités politiques. L’avenir de nos démocraties et de l’Europe ne doit être confié ni aux populistes, ni aux technocrates ni à des politiciens sans inspiration. Un récit progressiste doit mettre l’accent sur les idées d’ouverture, de pluralisme, de progrès économique et de coopération supranationale : nous devons en très grande partie notre prospérité à ces facteurs ! Dans un monde à la complexité croissante, on ne trouve guère d’exemple de réponses simplistes menant à des résultats satisfaisants. Le retour à un nationalisme régressif n’est pas viable ni même souhaitable. **Les progressistes doivent souligner le fait que la mondialisation – combinée avec une redistribution équitable et une bonne dose de régulation – peut être une opportunité de créer de la valeur, et n’est pas une menace.** De ce point de vue, un regard rétrospectif sur les accomplissements passés et une vue optimiste de l’avenir sont plus utiles que l’autodénigrement.

2. Promouvoir une croissance durable et l’égalité sociale

La mauvaise situation économique et sociale d’une part importante de l’Europe joue un rôle considérable dans la montée du populisme. Dans de nombreux pays, en particulier dans le Sud de l’Europe, la population a dû consentir de durs sacrifices pour satisfaire des mesures d’austérité rigides. Des coupes dans les services public, l’éducation et la santé, les aides sociales ont parfois été si radicales et ont eu tant de conséquences que de nombreuses familles, aussi bien que des jeunes ou des personnes âgées, ont perdu une partie significative de leur revenu, tout en ayant à payer plus d’impôt ou à dépenser davantage pour les services publics. Ces conséquences négatives des mesures d’austérité, en particulier dans le Sud de l’Europe, et les difficultés réelles que de nombreux pays européens ont connues dans les dernières années, ont été trop sous-estimées

ou considérées comme allant de soi au nom des «écasaires ajustements» dans des pays comme l'Allemagne. Des réformes structurelles étaient certainement nécessaires dans de nombreux pays, et elles le restent encore trop souvent. Mais imposer l'austérité économique, de larges programmes de privatisation et des coupes dans les dépenses sociales sans défendre en même temps une initiative substantielle en faveur de la croissance était, à la fois en termes économiques et sociaux, une approche erronée. Nous avons besoin de projets européens qui remettent la question sociale en lien avec le développement macro-économique au centre des débats, dans le contexte qui est le nôtre dans le XXI^e siècle. **Les progressistes doivent défendre des projets qui vont au-delà de la simple extension de l'Etat providence en matière sociale, et qui incluent des idées innovantes à propos de la croissance inclusive, de l'égalité sociale et d'un modèle économique durable.** En outre, avec un ferme engagement pour la solidarité européenne, cela devrait contribuer à poser les bases d'un nouveau modèle de long terme sur lesquelles nos sociétés pourront se développer et prospérer.

3. Prendre au sérieux les enjeux culturels et identitaires

La progression du populisme d'extrême-droite ne peut pas s'expliquer uniquement à partir de facteurs socio-économiques. Comme on l'a dit, le phénomène est aussi inséparable de la contre-révolution culturelle conservatrice. C'est pourquoi, pour reconquérir les électeurs, les démocrates et les progressistes doivent prendre au sérieux les enjeux culturels et identitaires et tenir compte de leurs préoccupations, sans renoncer aux valeurs libérales et démocratiques. Dans la plupart des pays européens, les responsables politiques ne prennent pas à leur compte la rhétorique républicaine. **Pourtant, pour renouer les liens entre les électeurs et le système politique, les partis et les élus, nous avons besoin d'un discours politique qui défende les idées de destinée commune et d'appartenance, même si celle-ci ne doit pas être fondée sur une communauté ethnique mais sur une histoire et un projet politique communs.** C'est l'idée que défend par exemple Jürgen Habermas à travers la notion de «patriotisme constitutionnel» européen, que les responsables politiques et les médias devraient promouvoir plus vigoureusement. L'idée est particulièrement pertinente dans le contexte actuel de la crise des réfugiés : nous avons besoin d'une

interprétation pluraliste et tolérante du patriotisme pour favoriser l'intégration. En outre, il convient désormais de promouvoir l'intégration européenne comme une composante complètement intégrée de notre intérêt national, comme un moyen de sauvegarder nos ressources et nos intérêts nationaux. Ce qui permet à la fois de prendre au sérieux la demande identitaire et de contrer les tentations populistes nationalistes.⁷

4. Se méfier de la communication politique impersonnelle

On se trompe quand se représente l'électeur comme un individu calculeur, affirmant des préférences rationnelles à partir de décisions fondées sur des preuves empiriques. Les êtres humains ont des besoins émotionnels ; les sentiments font partie des devises qui ont cours en politique. Pour lutter contre l'image de politiciens vus comme des technocrates froids et dépourvus d'émotions, qui n'inspirent aucune adhésion, un élément crucial d'une stratégie victorieuse contre le populisme doit mettre l'accent sur l'intégration de messages qui ont une résonance émotionnelle dans la communication politique, avec l'objectif de rendre les responsables politiques plus proches. **Il est plus facile de se souvenir de visages que d'idées abstraites, c'est pourquoi une personnalisation prudente et un recours adapté aux émotions sont une clé stratégique pour gagner les cœurs et les esprits.** Bien sûr, cela ne signifie pas de recourir à une manipulation des émotions, et encore moins à des affirmations trompeuses ou à de fausses promesses. Les arguments fondés sur des faits bien établis restent la base de politiques réussies et crédibles. Cependant, il faut qu'une argumentation solide soit défendue par un responsable politique accessible et dans lequel on peut se reconnaître afin de marquer non seulement les esprits mais aussi les cœurs des électeurs et des citoyens.

5. Un langage intelligible, des leaders accessibles

Dans la communication politique, il est important d'utiliser un vocabulaire adapté, respectueux de son auditoire. Quand les élus utilisent un vocabulaire codé et inutilement complexe, ils aggravent la désaffection des électeurs vis-à-vis de la politique. Des phrases creuses n'entrent pas en résonance avec l'électeur, ce qui affaiblit l'envie d'écouter les déclarations politiques, quelle qu'elles soient. Pour rétablir la confiance dans le discours politique, **il faut commencer par abattre ce**

7. Lochocki, Timo. 2014. 'The Unstoppable Far Right?', Europe Policy Paper 4, p. 1.

mur de la phraséologie. Les acteurs politiques doivent expliquer leur action dans un style plus accessible et doivent communiquer d'une manière qui aide les électeurs à comprendre la fabrication de la décision politique. Ce qui ne veut pas dire, loin s'en faut, se limiter à un vocabulaire appauvri, à des simplifications démagogiques et à une communication superficielle. Les progressistes doivent tenir compte des peurs des électeurs tout en rejetant les positions xénophobes et racistes. Ils doivent aider les électeurs à comprendre les processus de décision et leur justification - en d'autres termes, utiliser un langage simple pour transmettre des messages profonds. En outre, le centre-gauche manque trop souvent de personnalités charismatiques. Or, nous avons besoin de responsables capables d'inspirer et de mobiliser les citoyens et de défendre une compréhension positive de la démocratie libérale et de l'Europe. Des leaders politiques comme Emmanuel Macron, Matteo Renzi ou Martin Schulz donnent dans ce sens des signes encourageants aux progressistes européenne.

6. Promouvoir une démocratie plus active

Ce serait une erreur de croire que la vague populiste qui a balayé l'Europe ces dernières années recule d'elle-même rapidement. C'est pourquoi nous devons mener des actions résolues à moyen et à long terme pour contrer son influence grandissante. Pour cela, nous ne pouvons pas nous reposer sur la voie des réformes institutionnelles (c'est-à-dire par exemple modifier les lois électorales pour se débarrasser d'un parti populiste). Agir ainsi reviendrait à offrir sur un plateau l'occasion parfaite d'utiliser leur attaque favorite contre l'establishment et de ses arrangements entre initiés. Cependant, mener des réformes institutionnelles visant à rendre dans l'ensemble la démocratie plus active, réactive et inclusive est une voie prometteuse pour lutter contre le populisme. En outre, les acteurs démocratiques doivent rendre des comptes plus systématiquement : des scandales de corruption ou de conflits d'intérêt ont entaché trop de parlementaires dans tous les pays européens. C'est la raison pour laquelle la question de l'exemplarité des élus est devenue si sensible. **Des mesures comme la limitation du cumul des mandats, les garanties de transparence, le fait de rendre des comptes sur le processus de vote des lois ou la promotion de la parité ont un effet positif, en particulier par le renouvellement des représentants. Les partis politiques**

doivent s'ouvrir à de nouveaux membres, rendre possibles des implications de courte-durée dans le parti et adopter des procédures plus ouvertes de participation. De plus, les démocraties ont besoin de nouvelles formes innovantes de promotions de la participation. Des expérimentations dans ce sens, avec des jurys citoyens, des projets de planification urbaine concernant les espaces publics ou de budgets participatifs municipaux voire nationaux doivent être explorées. Un accent particulier doit être mis sur l'accroissement et l'approfondissement de la participation, sans mettre pour autant en danger l'égalité de tous ainsi que l'équale représentation de tous les groupes sociaux.

7. Apprendre les uns des autres

Toutes les démocraties européennes sont confrontées aux mêmes défis, ou au moins à des défis similaires, en ce qui concerne le populisme et le discrédit de la politique. Pourtant, les échanges transnationaux et l'apprentissage mutuel - en particulier parmi les membres des parlements nationaux - restent l'exception, au lieu de constituer la règle. L'échange transnational et l'apprentissage mutuel entre les progressistes et les démocrates de toute l'Europe est une voie privilégiée pour répondre à ce manque. La coopération à une échelle transnationale est donc cruciale pour contrer les passions populistes dans la mesure où les pays qui ont des problèmes analogues peuvent apprendre mutuellement de leurs réussites et de leurs échecs. En outre, des coalitions transnationales peuvent élaborer des stratégies en commun et nouer des alliances pour répondre ensemble au populisme. C'est d'autant plus important que les populistes ont de nombreux contacts internationaux et doivent par conséquent être combattus à la même échelle.

8. Discuter avec les populistes ou les ostraciser: trouver le bon équilibre

Le mode opératoire des populistes consiste habituellement dans l'usage calculé de la provocation afin d'attirer l'attention publique. Ils déplacent les frontières de ce qu'il est socialement acceptable de dire en public. Le plus souvent, les déclarations les plus scandaleuses sont retirées après l'émoi du public. Mais la rétractation reçoit bien sûr moins d'attention que la déclaration initiale. Réagir à chacune de ces provocations ciblées revient à reconnaître les prises de positions populistes

comme au moins digne de réponse, ce qui renforce la notoriété du message et de son poison. Trop souvent, les populistes imposent leurs thèmes dans le débat public et les médias en recevant un écho qui est sans commune mesure avec leur poids électoral ou leur influence politique. Les médias se font trop souvent le relais des populistes et jouent leur jeu quand ils diffusent des propos dont il est évident que le seul objectif est d'attirer l'attention. **C'est pourquoi il faudrait savoir faire preuve de beaucoup plus de retenue à l'égard des provocations populistes, particulièrement de la part des médias.**

Cela dit, faire comme si les populistes n'existaient pas comporte également un grand nombre de risques. Une marginalisation complète ou une mise en quarantaine sert leur scénario de victimisation. C'est pourquoi il est vital de faire porter le débat sur les arguments avancés par les mouvements populistes et de montrer les failles de leurs raisonnements. La vérification des faits allégués par les populistes est une tâche souvent fastidieuse mais indispensable⁸. Il faut encourager la presse et l'ensemble des médias à participer à cette tâche sans faiblir. Mais il n'existe pas, au bout du compte, d'alternative à une argumentation cohérente et éclairée par les principes, conduite par les démocrates et les progressistes. Même si une part des partisans des populistes ne sont pas réceptifs à des arguments rationnels, le dialogue ne peut pas être entièrement refusé dans la mesure où cela accrédirait l'image d'une classe politique arrogante, c'est-à-dire exactement le cliché que les populistes cherchent à diffuser.

CE QU'IL NE FAUT PAS FAIRE

1. Bannir le moralisme

La rhétorique populiste dénie d'ordinaire toute légitimité politique à ses adversaires. Il est dès lors difficile d'éviter les débats politiques stériles et de mauvaise foi quand on ouvre la discussion avec eux. Pendant longtemps, une réponse facile a consisté à condamner leurs propositions politiques avec des arguments moraux (la lutte contre le racisme, par exemple). Aussi légitime que soit cette lutte en principe, elle n'a guère donné de résultats lors des confrontations électorales, en particulier quand elle a pu passer pour une forme de mépris

des classes populaires. Comme on l'a dit plus haut, il convient d'éviter à tout prix la stigmatisation des personnes sur la base de leur classe sociale, leur genre ou leur âge. Une fois de plus, c'est aux démocrates de reprendre la main sur l'ordre du jour politique, sans se laisser imposer les thèmes prioritaires par les partis extrémistes. Il ne faut pas s'engager, par exemple, dans des débats formatés par les théories du complot. Mais, à part cela, la démocratie est faite de toutes sortes de confrontations politiques. C'est pourquoi, il est légitime par exemple de s'interroger sur l'Europe. Les critiques adressées à l'UE ne doivent pas être considérées d'emblée comme anti-européennes et populistes. Il est aussi légitime, en contrepartie, que les démocraties adoptent des mesures défensives pour protéger l'ordre constitutionnel, en particulier des mesures qui défendent le pluralisme politique, la liberté de la presse et les droits de l'Homme, comme cela existe en Italie («*democrazia protetta*») et en Allemagne («*wehrhafte Demokratie*»).

Il est plus utile de contester les programmes politiques populistes en montrant les conséquences de leurs propositions que de débattre abstraitement des valeurs. Il faut leur demander des comptes sur les sujets sur lesquels ils sont les moins à l'aise. Les partis d'extrême-droite privilégient les thèmes des migrations, de la sécurité et de l'identité, en gardant leurs distances vis-à-vis des questions économiques et sociales. Lors de l'élection présidentielle française, par exemple, il était crucial de faire comprendre en quoi le programme économique du Front National aurait dégradé la situation des catégories populaires et de la classe moyenne en raison des effets d'une sortie de l'euro : inflation, perte de compétitivité, fuite des capitaux et chute des investissements. Bien qu'ils prétendent se préoccuper des perdants de la mondialisation, les partis populistes ne formulent en réalité que des propositions de court terme, marquées par l'idéologie, et qui n'apportent aucune réponse concrète aux inquiétudes légitimes des plus modestes. Les progressistes doivent vigoureusement défendre la crédibilité de leurs propositions économiques et avancer de nouvelles idées, d'autant plus que les électeurs doutent souvent de la solidité des programmes économiques des partis populistes. Comme le vote du Brexit l'a montré, les arguments populistes se révèlent rapidement inconsistants.

8. Sur ce sujet, voir par exemple le projet "TruLies – The Truth about Lies on Europe": www.trulies-europe.de

2. Pas de contre-populisme

Le souvenir tragique des dérives politiques du XXe siècle en Europe marque le populisme d'une manière négative qui n'est cependant pas universelle. En Amérique du Sud, le Peronisme a donné d'autres connotations à l'appel au peuple. C'est pourquoi, des analystes politiques et des universitaires défendent le populisme comme une manière de prendre plus au sérieux les préoccupations des électeurs : les leaders populistes, dans cette conception, sont supposés révéler les questions qui importent vraiment aux électeurs, laissés de côté par les partis traditionnels. Ce qui conduit à promouvoir un «populisme de gauche» pour répondre au «populisme de droite»⁹.

Le populisme de gauche, selon cette théorie, se réfère à une manière de se préoccuper authentiquement des priorités des électeurs sans les associer à la rhétorique nationaliste, xénophobe et autoritaire des partis d'extrême-droite. La démocratie, dans cette perspective, est considérée comme minée de l'intérieur par un système partisan oligarchique. Le nouveau venu qui brise la domination des partis traditionnels est vu de manière positive, dans la mesure où le changement ne peut venir que de l'extérieur et des extrêmes. L'objectif est que la confrontation politique rétablisse une stricte délimitation entre la droite et la gauche, afin que l'offre politique soit claire et à nouveau lisible pour les électeurs. Mais cette stratégie s'appuie sur la promesse de restaurer une conception quelque peu nostalgique et même dangereuse du conflit politique, inspirée par la pensée politique de Carl Schmitt, le théoricien du Troisième Reich. En outre, elle sous-estime la capacité des partis populistes à changer les règles du jeu politique, une fois arrivés au pouvoir, à délégitimer les institutions non-élues dont le rôle est vital pour préserver un Etat de droit libéral (justice indépendante, prééminence des traités et des conventions internationales...). Enfin, cette stratégie ne permet pas la mise en œuvre des indispensables coalitions entre plusieurs électors. Les populistes ne proposent pas des coalitions d'intérêts sociaux variés mais célèbrent une unité mythique du «Peuple» alors que la question prioritaire actuellement est de comprendre comment rebâtir une nouvelle coalition stable autour des classes moyennes.

3. Ni intégration, ni récupération

Certaines stratégies de lutte contre l'extrême droite paraissent raisonnables à première vue mais se révèlent périlleuses à l'usage, les plus importantes étant la récupération et l'assimilation. Reprendre les arguments populistes et imiter leur style rhétorique véhément ne fait que rendre leurs arguments plus acceptables et plus audibles dans le discours politique. C'est également souvent un facteur d'échec électoral dans la mesure où, comme le dit depuis longtemps le Front national en France, les électeurs «préfèrent l'original à la copie».

Réciproquement, faire entrer des partis populistes au gouvernement à la faveur d'une coalition pour les mettre à l'épreuve du réel, dévoiler leur double discours et le décalage entre leurs promesses et les politiques qu'ils sont capables de mettre en œuvre peut avoir des effets catastrophiques. L'exercice du pouvoir ne conduit pas toujours au réalisme ni à la modération. Au contraire, cette stratégie d'affaiblissement par l'intégration risque d'accélérer les antagonismes sociaux et favoriser un glissement encore plus important des discours politiques vers les idées extrêmes. Sans compter les effets politiques en termes de projets de loi qui pourraient, bien sûr, être encore pires.

9. Mouffe, Chantal. 2005. On the Political. New York.

Conclusion

La présentation des mouvements populistes dans trois pays important de l'UE, qui ont traversé ou qui vont bientôt entrer dans une intense période de consultation électorale, montre que chaque mouvement présente des dynamiques et des traits spécifiques mais que ces mouvements partagent en même temps des caractères systémiques dont la compréhension est indispensable pour contrer leur tendances illibérales. Les populistes ont exploité des sentiments «anti-système» et anti-européens croissants au sein de la population, aussi bien en France, où la lutte contre le Front National est en échec depuis plus de 20 ans, en Italie, un pays riche en variantes populistes confronté à un populisme inédit et en Allemagne où les mouvements extrêmes sont restés marginaux depuis la Seconde Guerre Mondiale. Pourtant, indépendamment de ces contextes nationaux variés, les mouvements populistes ont été capables, dans les trois pays, de mobiliser des parts croissantes de l'électorat, désabusées devant l'offre politique traditionnelle, et de faire pression sur les partis politiques installés pour faire évoluer leur programme.

Les populistes ont été récemment portés par une vague favorable, qui a donné le sentiment que leur heure était finalement venue de ce côté de l'Atlantique aussi bien que sur l'autre rive. La montée du populisme et le déclin de la confiance accordée aux partis politiques traditionnels sont deux phénomènes étroitement liés, qu'il faut prendre en considération en même temps. D'où la question essentielle : comment toucher à nouveau les cœurs et les esprits ?

Les progressistes ont une responsabilité particulière pour prendre clairement position et lancer la contre-offensive. Il faut également souligner que même s'il est indispensable de lutter contre les inégalités sociales et de rénover nos politiques sociales pour gagner à long terme la bataille contre le populisme, cela ne suffit pas à gagner. Les politiques sociales doivent être accompagnées de réponses convaincantes à la contre-révolution culturelle et par de bonnes stratégies de communication qui laissent place à l'expression des émotions.

Les progressistes doivent reconnaître que les populistes ne sont pas la source de tous nos maux dans la période actuelle : trop d'acteurs démocratiques en Europe renvoient l'image d'un profond manque d'inspiration et le centre-gauche manque de leaders charismatiques. C'est pourquoi, les progressistes doivent d'abord se concentrer sur une nouvelle stratégie, centrée sur leurs atouts les plus forts. Pour cela, il faut développer un nouveau récit mobilisateur du changement désirable. Pour résumer en une seule phrase les six stratégies que nous avons avancées : **les progressistes doivent développer un récit positif du changement, parler plus simplement, adopter une communication moins froide et impersonnelle, se rendre plus accessibles aux électeurs, promouvoir le patriotisme constitutionnel, renouveler la représentation politique et travailler à réduire l'écho médiatique dont bénéficient les populistes.** Une manière prioritaire d'y parvenir est d'intensifier les échanges transnationaux et l'apprentissage mutuel parmi les acteurs démocrates progressistes à travers l'Europe.

Les auteurs



Marc-Olivier Padis est le directeur des études de Terra Nova. Co-fondateur de Terra Nova en 2008, il y travaille maintenant à plein temps et co-organise le programme de travail du think tank. Il y est également responsable des relations européennes et internationales.

Terra Nova est un think tank généraliste indépendant. Son objectif est de contribuer au renouvellement de la pensée progressiste, de produire de l'expertise et des solutions politiques opérationnelles et d'inscrire son action dans un réseau européen et international de think tanks progressistes.



www.tnova.fr



Dominic Schwickert est le directeur général de Das Progressive Zentrum. Il a auparavant travaillé comme consultant stratégique et politique. Parmi d'autres publications, il est l'auteur de "Strategieberatung im Zentrum des Macht" (2011) et "Zwischen Macht und Ohnmacht" (2013).

Das Progressive Zentrum est un think tank indépendant à but non lucratif installé à Berlin. Son objectif est de promouvoir de nouveaux réseaux d'acteurs progressistes de différents horizons et de travailler à la réception de politiques innovantes favorisant le progrès économique et social.



www.progressives-zentrum.org



Giuliano da Empoli est le président du think tank italien Volta. Chroniqueur régulier du journal "Il Messaggero", il est l'auteur de plusieurs ouvrages, parmi lesquels "Le Florentin" (2016) et "La Rabbia e l'algoritmo" (2017).

Volta est un think tank de nouvelle génération installé à Milan. A l'échelle européenne, Volta est activement impliqué dans la création et la dissémination des idées fortes nécessaires pour dynamiser le débat public et restaurer une orientation générale capable de répondre aux défis auxquels l'Europe est confrontée aujourd'hui.



www.voltaitalia.org

This policy-brief jointly published by Das Progressive Zentrum, Volta and Terra Nova is directed at political decisionmakers and those who prepare decisions in ministries, parliaments and parties, but also at stakeholders from academia, economy and civil society. It is its proclaimed aim to address urging challenges and to deliver concrete advice for progressive and fair politics in Germany, France, Italy and the whole of Europe through new perspectives, programmatic ideas and precise argumentations.

Imprint:

All rights reserved. Reprint or similar usages of works from Das Progressive Zentrum including excerpts are not permitted without prior written consent.

© Das Progressive Zentrum e.V., 2017

Issue: July 2017

V.i.S.d.P.: Dominic Schwickert

c/o Das Progressive Zentrum e.V.

Werftstraße 3, 10577 Berlin, Germany

Chairs: Dr. Tobias Dürr, Michael Miebach, Katarina Niewiedzial

Executive Director: Dominic Schwickert

www.progressives-zentrum.org

mail@progressives-zentrum.org

www.facebook.com/dasprogressivezentrum

twitter: @DPZ_Berlin

Layout: Daniel Menzel, based on a Design by 4S & Collet Concepts